

## Burundi : L'Uprona accuse Mgr Sérapion Bambonanire d'être un extrémiste hutu

RFI, 14 avril 2012 Tensions au Burundi autour de la commission chargée des conflits fonciers liés à la guerre. L'action de la Commission nationale des terres et autres biens, la CNTB, chargée de régler les problèmes fonciers liés au retour des réfugiés burundais de l'étranger, faisait l'unanimité jusqu'ici, mais ce consensus vient de voler en éclats car l'Uprona, le principal parti issu de la minorité tutsi de ce pays, accuse le président de la CNTB d'être un extrémiste hutu. Quelque 700 000 Burundais, réfugiés en Tanzanie, sont rentrés d'exil depuis 2002. Parmi eux, des dizaines de milliers de réfugiés de longue date, dont les terres ont été occupées par d'autres personnes : une bombe dans ce pays où 90% de la population vit de l'agriculture.

Jusqu'ici, la Commission nationale des terres et autres biens, la CNTB, créée pour résoudre les nombreux conflits fonciers nés des différentes guerres interethniques dans le pays, avait opté, pour des raisons de conciliation et de paix sociale au Burundi, pour une solution qui passait souvent par le partage de la terre entre l'ancien propriétaire de retour d'exil et le président qui occupait sa terre. L'action de la CNTB avait fait l'unanimité de la population jusqu'ici. Mais depuis la nomination de Mgr Sérapion Bambonanire à la tête de la CNTB, les choses ont changé. Désormais, cette Commission donne systématiquement raison aux rapatriés, s'enflamme le président de l'Union pour le progrès national (UPRONA), Bonaventure Niyoyankana : « Le mal, c'est "ce" Mgr Sérapion parce que c'est un agitateur, c'est un faiseur de guerre ». Le président de la CNTB est resté droit dans ses bottes. Mgr Sérapion Bambonanire rappelle que sa mission première est de rétablir toute personne sinistrée dans son droit au risque de casser quelques « ufs » : « Si quelqu'un prétend que la conciliation passe par une injustice, la CNTB ne fonctionne pas, ni aujourd'hui, ni demain. Est-ce que vous, vous connaissez un seul pays au monde où quelqu'un doit partager son bien avec quelqu'un autre ? ».